L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73, NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 26 JUILLET 1865.

NOUVELLE ORLEANS, MERCREDI MATIN, 26 JUILLET.

Ventes à l'encan de ce jour.

☞ Pour les détails, voir aux annonces.

Par D. F. Murphy—Continuation de la vente de quincaillerie, ustensiles, et objets de fantaisie, au magasin de L. B. Fichier, rue de la Vieille Levée, entre Bienville et Conti.

Par G. Lemonnier, à la salle d'encan—Bottes, souliers et brodequins.

Par S. Guinault, à sa salle d'encan—Meubles.

Par G. Lemonnier, dans sa salle d'encan, rue de Chartres, No 69—Marchandises sèches, chapeaux paroissiens et chemises.

Par Hoffman & Marks, au No 31 de la rue de Chartres—Marchandises sèches et liqueurs.

Par E. M. Jacobs, au No 36 du Passage de la Bourse—Meubles, marchandises sèches, harnais, &c.

LE GOUVERNEMENT ET LA CONSTITUTION.

A propos d'une assertion faite par le *Harper's Weekly* que le gouvernement fédéral avait le droit d'imposer aux Etats du Sud toutes les mesures jugées indispensables à la sécurité publique comme une condition de leur rentrée dans l'Union avec toute la jouissance de leurs droits, le New-York *Times* dans un article éminemment constitutionnel combat la politique *ultra* du *Week y* et dit :

Si le gouvernement fédéral était, comme il peut l'être bientôt, dans les mains du parti de morale, nous pensons que le *Harper's Weekly* changerait bien vite d'opinion. Si le Congrès et le président étaient aux Etats du Sud, il vous faudra priver de toutes franchises politiques tout homme loyal dans vos limites et rendre à l'esclavage tous les nègres comme une condition de réunion, le *Harper's Weekly* ne craindra point à imposer de telles conditions quand même il les jugerait indispensables à la sureté publique.

L'hypothèse est pas être extrême ; mais elle met à l'épreuve le principe invoqué. Le gouvernement n'a pas le droit de faire de ces lois sur la sûreté publique le guide unique et exclusif de sa conduite envers les Etats du Sud. Il est lié, en cela comme en toute autre chose, par la Constitution des Etats Unis. Cet instrument permet à la sûreté publique et le gouvernement est lié par ses clauses.

Le New York *Times* ajoute :

Nous ne trouvons dans la Constitution pas même ombre d'autorité pour exiger d'un Etat qu'il permette aux noirs de voter, comme une condition de rester dans l'Union. Quand même cette mesure nous paraîtrait essentielle à la sûreté publique, nous ne voyons pas comment le gouvernement fédéral pourrait l'adopter sans exercer un pouvoir qui ne lui a pas été conféré par la Constitution.

Encore ne voyons pas comment le Président ou le Congrès pourraient étendre le droit de suffrage—comment ils pourraient admettre aux polls une nouvelle classe de votants dans quelque Etat que ce soit. Ce n'est pas là un des moyens reconnus par la Constitution pour punir la trahison ; et si le gouvernement peut étendre le suffrage en Georgie par un jugement de nécessité à la sûreté publique, il pourrait-il pas faire la même chose et pour la même raison, dans le Massachusetts et l'Etat de New York ?

Nouvelles Télégraphiques.

RUMEURS A SENSATION.

Marchés du 24.

(Dépêches du *Times*.)

New York, 13 juillet.—Un plan pour l'établissement d'une nouvelle république est maintenant sur le tapis parmi les chefs qui mécontentés des Etats-Unis. J'ai vu les lettres nombreuses où je connais les noms de leurs auteurs mais je dois maintenant user le secret du secret. Ils se feront bientôt connaître. Un meeting public sera convoqué et on le haranguera. Chose étrange, la majorité des traîtres sont des républicains. Ils commencent à déclarer que la tyrannie est incompatible avec la liberté, qu'ils se changé ce qu'ils changèrent de plus en plus la face de la société dans les Etats-Unis, que les gouvernement de plus en plus dans les mains des hommes de monopole et de politiciens, que le gouvernement est trop fort pour la liberté, que l'existence des Etats-Unis comme gouvernement est fort frustrée. La prétendent qu'il est plus facile d'éviter que de renverser un gouvernement de centralisation. Ils disent avec que la liberté prêche de la face de la société dans les Etats-Unis, que les gouvernement de plus en plus dans les mains des hommes de monopole et de politiciens, que le gouvernement est trop fort pour la liberté, que l'existence des Etats-Unis comme gouvernement est